



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

**PRESTATIONS DE PATURAGE OVIN DANS LE SITE NATURA 2000 DU PATRIMOINE
FORESTIER DE L'AGENCE TERRITORIALE ILE-DE-FRANCE EST – LOT UNIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

PROCEDURE ADAPTEE

(Passé en application des articles L.2113-10, R.2113-1 et L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la
commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n°2025-8515-01

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestation de pâturage ovin à des fins d'entretien des milieux ouverts dans le site Natura 2000 Massif de Fontainebleau, en particulier, les forêts domaniales de Fontainebleau et des Trois-Pignons.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts

Direction territoriale SEINE-NORD

Agence territoriale de Fontainebleau (Ile-de-France Est)

217 bis rue Grande – Fontainebleau (77 300)

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Juliette FAIVRE, Directrice de l'agence territoriale Ile de France Est de la direction territoriale Seine-Nord de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	<u>4</u>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	<u>4</u>
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE	<u>4</u>
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	<u>4</u>
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS ..	<u>4</u>
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	<u>4</u>
2	OBJET DU MARCHE – PROCEDURE.....	<u>56</u>
2.1.	OBJET DU MARCHE	<u>56</u>
2.2.	PROCEDURE.....	<u>56</u>
2.3.	CLASSIFICATION CPV	<u>56</u>
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHE	<u>56</u>
3.1.	FORME DU MARCHE.....	<u>56</u>
3.1.1.	Décomposition en lots	<u>56</u>
3.1.2.	Modalités d'attribution du marché.....	<u>56</u>
3.1.3.	Modalités d'attribution des bons de commandes	<u>56</u>
3.2.	DUREE DU MARCHE	<u>56</u>
3.3.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	<u>67</u>
3.4.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	<u>67</u>
3.5.	SOUS-TRAITANCE.....	<u>67</u>
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	<u>67</u>
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	<u>78</u>
5.1.	CORRESPONDANT PERMANENT DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS	<u>78</u>
5.2.	PASSATION DES COMMANDES	<u>78</u>
5.3.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS.....	<u>78</u>
5.4.	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET.....	<u>78</u>
5.5.	MAINTENANCE DES PRESTATIONS	<u>89</u>
5.6.	GARANTIE.....	<u>89</u>
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	<u>89</u>
6.1.	UNITE MONETAIRE	<u>89</u>
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	<u>89</u>
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	<u>89</u>
6.3.1.	Actualisation des prix :	<u>89</u>
6.3.2.	Révision des prix :	<u>97</u>
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	<u>97</u>
6.4.1.	Avance.....	<u>97</u>
6.4.2.	Acomptes.....	<u>97</u>
6.4.3.	Facturation	<u>97</u>
6.4.4.	Dématérialisation des factures.....	<u>107</u>
6.4.5.	Paieement des sous-traitants	<u>107</u>
6.4.6.	Délai global de paiement.....	<u>107</u>
6.4.7.	Nantissement ou cession de créance.....	<u>112</u>
7	PENALITES	<u>112</u>
7.1.	PENALITES	<u>112</u>
7.2.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	<u>113</u>
7.3.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF.....	<u>123</u>
7.4.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	<u>123</u>
8	DROIT, LANGUE	<u>123</u>
9	ASSURANCE	<u>123</u>
10	PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	<u>123</u>

11	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	1314
11.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	1314
11.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	1314
11.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	1314
12	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	1314
13	RESILIATION DU MARCHE	1314
14	DEROGATION AU CCAG-FCS	1315

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453, dont le siège est basé boulevard de Constance - 77300 FONTAINEBLEAU.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est :

Mme Morgane SOUCHE
Service Environnement et Accueil du Public
217 bis rue Grande
77 300 Fontainebleau
Tél : 07.77.46.11.06 / courriel : morgane.souche@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Monsieur Antony ALVINO - Acheteur
Boulevard de Constance
77 300 Fontainebleau
antony.alvino@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Mme Morgane SOUCHE
Service Environnement et Accueil du Public
217 bis rue Grande
77 300 Fontainebleau
Tél : 07.77.46.11.06 / courriel : morgane.souche@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au sein de la direction territoriale.

2 OBJET DU MARCHÉ – PROCEDURE

2.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestation de pâturage ovin à des fins d'entretien des milieux ouverts dans le site Natura 2000 Massif de Fontainebleau, en particulier, les forêts domaniales de Fontainebleau et des Trois-Pignons.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1, R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77310000	Réalisation et entretien d'espaces verts
----------	--

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre traité à bons de commande, conclu avec un seul opérateur économique et traité à prix unitaires.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation comporte un lot unique.

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Le marché est attribué à un unique prestataire.

3.1.3. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenance du besoin suivant les montants minimums et maximums annuels de commande qui sont respectivement fixés comme suit :

Montant minimum annuel en € ht	Montant maximum annuel en € ht
Sans montant minimum	40 000 €

3.2. Durée du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an.

Il est renouvelable 3 (trois) fois par tacite reconduction et par période d'une année sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 (quatre) ans.

Dans l'hypothèse où le maximum annuel est atteint avant la fin de l'année contractuelle concernée, la période suivante pourra être déclenchée par anticipation avec mise à disposition du nouveau maximum annuel avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire en sera alors informé par écrit.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 (trois) mois avant la fin de l'année en cours. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

A titre indicatif et non contractuel, les prestations débiteront à compter de mars 2026.

3.3. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées, Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelle.

3.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- Le cadre de mémoire technique et ses annexes éventuelles ;
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction entre elles, ces pièces prévaudront dans l'ordre ci-dessus, tel qu'il résulte de l'article 4.1 du C.C.A.G.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation et contraire aux dispositions des pièces contractuelles ci-dessus énumérées est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent accord-cadre.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Correspondant permanent de l'Office National des Forêts

Le correspondant permanent de l'ONF **est le représentant visé à l'article 1.2 du présent document**, qui restera l'interlocuteur durant l'exécution du marché.

5.2. Passation des commandes

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- L'identification des contractants ;
- la référence du présent marché ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

5.3. Modalités de réception des prestations

Les prestations seront réceptionnées dans les conditions prévues aux articles 22 à 25 du C.C.A.G. par un représentant de l'ONF dûment mandaté.

Le contenu des prestations est détaillé au cahier des clauses techniques particulières.

5.4. Admission, ajournement, réfaction, rejet

Les conditions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations seront prononcées conformément aux dispositions du CCAG FCS.

5.5. Maintenance des prestations

Sans objet.

5.6. Garantie

Sans objet.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les différents prix et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Variation dans les prix

6.3.1. Actualisation des prix :

Le prix est ferme la première année mais actualisable.

Celui-ci sera actualisé uniquement dans l'hypothèse où un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de signature de l'offre par le Titulaire (m_0) et la date d'exécution des prestations.

Ces dates sont définies comme suit :

m_0 = date de signature de l'offre par le titulaire, telle que figurant dans l'acte d'engagement devenu contractuel ;

m = date d'exécution fixée dans le bon de commande

Cette actualisation sera effectuée par application, au prix du marché, de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times \frac{Im - 3 \text{ mois}}{Im_0}$$

Dans laquelle :

P = prix unitaire actualisé HT ;

P_0 = prix unitaire initial HT ;

Im = valeur du dernier indice connu à la date d'exécution prévue au bon de commande ;

Im_0 = valeur du dernier indice connu à la date de remise de son offre par le titulaire (m_0).

Cette actualisation ne peut avoir lieu qu'une seule et unique fois, en début de marché.

L'index de référence I , publié(s) par l'INSEE est le suivant : Indice divers de la construction – EV4 – travaux divers d'entretien d'espaces verts – base 2010 – identifiant 001711017

6.3.2. Révision des prix :

Les prix indiqués seront fermes la première année puis révisables par la suite à la date anniversaire du marché (date de notification) sur demande du titulaire reçue par le Pôle Achats au moins 2 mois avant ladite date anniversaire.

L'index de référence choisi est : Indice divers de la construction – EV4 – travaux divers d'entretien d'espaces verts – base 2010 – identifiant 001711017

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$\text{Prix révisé} = 0,125 + 0,875 * m/mo$$

Dans laquelle :

mo : indice EV4 connu au mois mo (mois du dernier délai de la remise des offres, négociation comprise le cas échéant).

m : dernier indice connu au mois de la sollicitation de la révision.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Une avance peut être accordée au titulaire sur les bons de commande émis, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, selon les conditions et modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Le taux est fixé à 5 %

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à 23 du code de la commande publique et ce, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant du ou des acomptes n'excédera jamais la valeur des prestations auxquelles il(s) se rapporte(nt). Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée, obligatoirement via la plateforme Chorus Pro, dans les conditions précisées ci-après.**

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : **2025-8515-01** ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01453 ;
- le détail des prestations réalisées selon les libellés exacts du BPU, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations

- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4. Dématérialisation des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :

Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

- Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.

- Numéro d'identification :

662 043 116 01453 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.

- Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation, prévu dans le présent CCAP, n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique.

7 PENALITES

7.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Les pénalités sont indiquées hors taxes et ne sont pas assujetties à la TVA.

En cas de force majeure, les faits générateurs des pénalités ci-dessus ne pourront pas être retenus contre le titulaire.

Les pénalités suivantes s'appliquent :

Retard d'exécution :

1) Non-respect du calendrier de pâturage établi conjointement avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur et validé par ce dernier :

- Retard dans l'entrée ou sortie du troupeau : 50€/jour
- Non-respect des périodes autorisées (hors 15 mars – 15 octobre) : 100€/jour de dépassement non validé par l'ONF

2) Non-maintien des dispositifs de sécurité (clôture, parcs, chien de protection) hors incident extérieur (grande faune, grand public...) : 100€/incident

3) Pâturage hors parcelles définies : 100€/ha

4) Retard dans la communication du cahier de pâturage : 25€/semaine de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 €.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire, tels que des grèves, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e), pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

7.2. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

7.3. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

7.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique ou du CCAG FCS.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française, dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les échanges adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

9 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir, en cas de dommages corporels et/ou matériels, causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens propres et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers, à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF, une attestation mise à jour par son assureur indiquant la nature, l'étendue et la durée de la garantie.

10 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Cf prescriptions définies au CCTP du marché.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L3243-2 et L1221-10 du code du travail relatifs au travail clandestin.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion minimale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

12 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R2143-7 du code de la commande publique et des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de **produire tous les six mois** et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

13 RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

14 DEROGATION AU CCAG-FCS

CCAP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
7	Pénalités pour retard	14.1	Pénalités pour retard
6.3	Variation dans les prix	10.1	Règles générales
5.6	Opérations de vérification	28	Déroulement des opérations de vérifications